LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE
www.lnr-dz.com
Quotidien d'information indépendant - N° 7618 – Mercredi 22 mars 2023 - Prix : 10 DA

EXIGEANT QUANT À L'APPROVISIONNEMENT SANS FAILLE DU MARCHÉ NATIONAL

Le Président Tebboune remet les pendules à l'heure du Ramadhan

Page 4

CRÉATION D'UNE PLATE-FORME NUMÉRIQUE POUR LUTTER CONTRE LA BUREAUCRATIE

IDE en Algérie, Tebboune exige plus de rigueur et de transparence

© Photo : D.R

L'Algérie a, certes, fait des progrès pour améliorer le climat des affaires afin d'attirer les investisseurs étrangers qui ont déserté le pays, notamment, depuis la promulgation de la règle 51/49% régissant les IDE en Algérie en 2009, mais d'autres obstacles subsistent encore. Il est difficile de rattraper les erreurs du passé en seulement trois ans. La refonte du système financier, bancaire, administratif et sa modernisation prendra du temps pour construire un nouveau modèle de croissance et rendre le marché national plus attractif, plus compétitif et plus rentable. Lire en page 2

LE PROJET DE LOI FINALISÉ ET SOUMIS AU MINISTÈRE DES FINANCES

Le crowdfunding pour encourager l'entrepreneuriat jeune

Page 2

EXAMEN SCOLAIRES POUR LA SESSION 2023

Belaabed appelle à parachever les préparatifs

Page 4

PROJET DE RÉALISATION DE L'USINE AUTOMOBILE DE LA MARQUE ITALIENNE FIAT À ORAN

La société «Stellantis» a fourni toutes les capacités pour livrer le projet dans les délais impartis

Page 3

Accidents de la circulation: 41 décès et 1.544 blessés en une semaine

HYDROGÈNE:
Organisation jeudi d'un atelier de présentation et de promotion de la Stratégie nationale

Le ministère de l'Energie et des Mines, organisera jeudi à Alger, un atelier de présentation et de promotion de la Stratégie nationale de développement de l'hydrogène, a-t-il indiqué lundi dans un communiqué. Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab procédera à l'ouverture des travaux de cet atelier, en présence des ministres de l'Environnement et des Energies renouvelables, et de l'Industrie et la Production pharmaceutique, a précisé la même source.

MINISTÈRE DU TRAVAIL
Installation du Conseil national de la mutualité sociale

Le Conseil national de la mutualité sociale, un organe consultatif chargé de présenter des propositions sur des questions relatives au domaine de la mutualité sociale, a été installé hier mardi à Alger. Le Secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Akli Berkati, qui a présidé la cérémonie d'installation a indiqué que ce Conseil est «un espace qui regroupe les mutualités sociales pour échanger les vues, présenter des propositions et élaborer des études dans ce domaine pour promouvoir les mutuelles».

SONATRACH
Développer la collaboration avec les partenaires africains via des capacités locales

Le groupe Sonatrach œuvre à développer la collaboration avec les sociétés africaines des hydrocarbures pour trouver des opportunités d'investissement dans le secteur, à travers des capacités et des financements issus des pays du continent, a indiqué mardi à Alger le P-dg du groupe, Toufik Hakkar. Plusieurs sociétés d'hydrocarbures de pays africains maîtrisent de plus en plus les technologies dont Sonatrach, ce qui doit permettre de hisser la collaboration intra-africaine dans ce secteur, a estimé le P-dg de Sonatrach lors d'un point de presse en marge des travaux de la 4ème réunion des sociétés nationales des hydrocarbures des pays membres de l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO).

Création d'une plate-forme numérique pour lutter contre la bureaucratie

IDE en Algérie, Tebboune exige plus de rigueur et de transparence

L'Algérie a, certes, fait des progrès pour améliorer le climat des affaires pour attirer les investisseurs étrangers qui ont déserté le pays, notamment, depuis la promulgation de la règle 51/49% régissant les IDE en Algérie en 2009, mais d'autres obstacles subsistent encore.

Tebboune espère voir le volume des IDE augmenter davantage et évoluer au-delà des déclarations d'intention, au même rythme que celui des investissements... (Photo : D.R)

Il est difficile de rattraper les erreurs du passé en seulement trois ans. La refonte du système financier, bancaire, administratif et sa modernisation prendra du temps pour construire un nouveau modèle de croissance et rendre le marché national plus attractif, plus compétitif et plus rentable. Pour atteindre cet objectif, il faudrait passer vite de la théorie à la pratique et multiplier le volume et la valeur de l'investissement dans les secteurs économiques, appelés à se moderniser en urgence.

Des étapes ont été franchies depuis l'arrivée du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui suit de très près cette évolution. De plus en plus exigeant, il veut une exécution «rigoureuse et sérieuse» de ses directives.

Il exige plus d'engagement et de rigueur de l'Exécutif pour atteindre de meilleurs résultats. Avant-hier, lors de la réunion du Conseil des ministres, il a ordonné, à nouveau, au Gouvernement «de faciliter l'acte d'investissement et d'encourager les investisseurs notamment à travers le guichet unique», insistant sur la création «d'une plate-forme numérique mise à jour qui fournit des données et des indicateurs précis, propices à la prise de décisions appropriées et à la lutte contre la bureaucratie», qui entrave l'acte d'investissement et plombe l'attractivité du pays. Une attractivité qui devrait être renforcée encore plus en 2023, malgré le contexte macro-économique international tendu. Des tensions qui impactent peu le pays qui s'est engagé, ces dernières années, dans un long processus de modernisation, de digitalisation et de diversification de son économie et de ses ressources de financement pour pouvoir maintenir sa stabilité financière et la dynamique de son marché. Ainsi augmenter les recettes, réduire les dépenses et renforcer la croissance du produit brut intérieur (PIB). L'Algérie est déjà candidate pour rejoindre le groupe des cinq puissances économiques, non occidentales, les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud).

Une transition économique a été bien réfléchie et planifiée

Sur le plan des réformes réglementaires, institutionnelles et juridiques, des progrès sont opérés pour faciliter, entre autres, l'acte d'investir et d'entreprendre en Algérie.

La révision et l'amélioration du cadre réglementaire régissant l'investissement dans le pays a aussi conduit à la restructuration de certaines institutions et administrations pour décentraliser les procédures administratives et accélérer le traitement des dossiers des porteurs de projets. Un guichet unique, des grands projets et de l'investissement étranger, a été inauguré le même jour que le nouveau siège de l'Agence algérienne de la promotion de l'investissement (AAPI), chargée de gérer le portefeuille des investisseurs déclarés ou enregistrés à son niveau et au niveau du guichet unique. Un facilitateur d'investissement qui a enregistré, quatre mois après son lancement, jusqu'au mois de février écoulé, «29 projets d'investissements étrangers, dont 11 investissements directs étrangers et 18 projets dans le cadre de partenariats», selon le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache.

Le chef de l'Etat espère voir le volume des IDE augmenter davantage et évoluer au-delà des déclarations d'intention, au même rythme que celui des investissements institutionnels. L'exécutif doit être un «facilitateur» des investissements internationaux qui sont, également, synonymes de milliers d'emplois et des milliards de dinars.

Les directives du chef de l'Etat sont claires : pour encourager l'investissement, il faut garantir la stabilité financière aux investisseurs et de meilleures conditions d'exercice. Il est essentiel de développer des infrastructures résilientes et modernes de transports et des systèmes de paiements pour encourager l'exportation. Le Président Tebboune a ordonné, dans ce sillage, «d'accélérer l'opération d'ouverture des lignes aériennes vers les capitales de pays africains». Également d'accélérer «le processus de numérisation et de statistiques précises, en tant que système de travail de base dans tous les secteurs, notamment pour les domaines, les impôts, les douanes et le budget».

Samira Takharboucht

Le projet de loi finalisé et soumis au ministère des Finances

Le crowdfunding pour encourager l'entrepreneuriat jeune

✍ **D'autres modes de financement de projet** existent, mais peu connus du grand public ou des porteurs de projets, à l'instar, du financement participatif (de foule), appelé communément, le «crowdfunding». Ce dernier permet de mettre en contact des investisseurs, entrepreneurs et des porteurs de projet en contact via une plate-forme numérique.

Le porteur de projet qui ne possède pas de fonds nécessaires pour lancer son projet doit convaincre un investisseur ou entreprise afin de placer de l'argent dans son projet, mais pas sans risque, comme tout investissement. Un moyen de financement très intéressant pour les jeunes entrepreneurs souhaitant investir dans des projets créatifs ou innovants (Start-up). Le législateur a élaboré un projet de loi pour sécuriser l'exercice du crowdfunding, notamment, les utilisateurs de cette plate-forme. «Le projet de texte de loi régissant le mode de financement participatif ''crowdfunding'' a été finalisé et transmis au ministère des Finances», a indiqué, à ce sujet, avant-hier, à Alger le secrétaire général de la Commission d'organisation des opérations de Bourse (COSOB), Brahim Mihoubi, en marge d'une conférence intitulée «Gouvernance d'entreprise et ingénierie financière».

«Dans le cadre du crowdfunding, le promoteur relie les souscripteurs aux chefs de projet à travers une plate-forme comprenant les appels de fonds et de l'autre côté le promoteur d'un projet qui présente un minimum d'informations sur son projet», a-t-il expliqué, précisant, par ailleurs que «ce promoteur devra être agréé par l'autorité du marché concernant les obligations portées par le futur texte réglementaire». Avant de recourir à ce financement participatif, les promoteurs ou les investisseurs ou entreprises doivent évaluer le risque de perte partielle ou totale de son investissement. Il faut bien se renseigner sur ce mode de financement et c'est ce que le législateur a défini en effet le ''crowdfunding''. Il y a lieu de noter qu'il existe plusieurs sortes de plate-forme du financement participatif ou du ''crowdfunding'', qui est une vieille pratique qui s'est développée avec l'arrivée d'internet.

«Ce mode de financement a pour objectif de relier les souscripteurs d'une certaine catégorie, notamment les particuliers, et le promoteur d'un projet pour financer des projets ou des start-ups en phase de démarrage, notamment artistiques ou culturels et dont le montant n'est pas conséquent», a indiqué le secrétaire général de la COSOB, expliquant que, dans le cadre de ce projet de loi finalisé, il existe «un deuxième mode de financement, généralement destiné aux PME», et concerne «les organismes de placement collectif à risque (OPCR)». «Ce nouveau financement est destiné à prendre des participations dans les PME avec une certaine prise de risque. Il concerne surtout les investisseurs qualifiés, c'est-à-dire aguerris à la prise de risque et non aux particuliers», a-t-il précisé. Il a mis en avant l'importance de diversifier les modes de financement des projets pour encourager l'investissement.

Samira Tk

REPÈRE

Médiation et résolution des conflits

Les efforts de l'Algérie sont impressionnants

Les efforts de l'Algérie en matière de médiation pour la résolution des conflits sont «impressionnants», a soutenu, lundi à Alger, la directrice du Centre finlandais de médiation pour la paix, Katja Ahlfors, soulignant qu'Alger et Helsinki «ont la même doctrine dans le domaine». «Le rôle qu'a joué l'Algérie dans la libération des otages américains en Iran, dans la résolution de la crise opposant l'Ethiopie et l'Erythrée, en Irak et à présent dans d'autres conflits en Afrique est à saluer à plus d'un titre», a indiqué Mme Ahlfors lors d'une conférence qu'elle a animée à l'Institut national d'études de stratégie globale (Inesg) sur la médiation internationale et ses défis.

«Le non-alignement de l'Algérie et sa neutralité légendaire sont le secret du succès à chaque fois des efforts de la médiation algérienne», a, en outre, ajouté l'experte, faisant observer que «ces caractéristiques sont aussi à l'origine de la bonne réputation qu'a la Finlande en termes de médiation internationale».

Selon Mme Ahlfors, l'expertise de l'Algérie en matière de médiation et de facilitation dans la résolution des conflits lui permet de continuer à jouer encore ce rôle en ce 21e siècle, marqué par l'émergence de nouveaux conflits causés par de nouvelles problématiques, à l'instar de la rareté de l'eau, de l'immigration clandestine ainsi que du sous-développement.

«La médiation algérienne sera d'un apport déterminant, particulièrement dans le continent africain où sa voix est plus qu'écoutée et respectée», a-t-elle insisté.

Dans ce contexte, la directrice du Centre finlandais de médiation pour la paix a indiqué que la crédibilité de l'Algérie et de la Finlande en matière de médiation permet à ces dernières de jouer désormais «un rôle-clé dans la résolution des conflits d'ordre bilatéral et multilatéral et à l'échelle internationale».

Elle a fait savoir, à ce titre, que sa visite en Algérie, qui intervient après celles d'autres responsables finlandais en Algérie, s'inscrit justement dans l'objectif d'explorer de nouvelles voies et d'approfondir celles existantes pour pouvoir coordonner et travailler ensemble à l'échelle mondiale.

Projet de réalisation de l'usine automobile de la marque italienne FIAT à Oran

La société "Stellantis" a fourni toutes les capacités pour livrer le projet dans les délais impartis

Le wali d'Oran, Said Sayoud, a assuré, avant-hier lundi, que la société "Stellantis" a fourni toutes les capacités pour livrer le projet de réalisation de l'usine automobile de la marque italienne FIAT dans les délais impartis. Annonçant, à l'occasion, la livraison de ce projet fin août prochain. « La cadence des travaux est satisfaisante », a-t-il indiqué.

Dimanche dernier, l'opération de commercialisation des premières voitures de marque italienne FIAT en Algérie a été lancée, à Alger lors d'une cérémonie, organisée par "Stellantis" Algérie. (Photo : D.R)

S'exprimant en marge d'une visite d'inspection du projet par des cadres du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, en présence de Ahmed Zayed Salem, conseiller du ministre et le directeur de ''Stellantis'' chargé de la région MENA (Middle-East & North Africa), Samir Cherfan et l'ambassadeur d'Algérie en Italie, Abdelkrim Touahria, l'intervenant a rappelé que le projet prévoit deux bâtiments. « La réalisation du premier a atteint un taux d'avancement de 85% et le deuxième 30% », a-t-il dit. Faisant remarquer que les travaux d'aménagements externes ont été lancé et les taux d'avancement varient d'un chantier à un autre.

Le raccordement de l'usine aux réseaux d'électricité, de téléphone et d'Internet, a poursuivi le wali d'Oran, est réalisé à 100%. En attendant, a ajouté Said Sayoud, son alimentation en eau dans les brefs délais et le raccordement au réseau d'assainissement relié à la station d'épuration d'El Kerma. Rappelant que la zone industrielle de Tafraoui réservera 40 hectares pour abriter les fournisseurs locaux et les sociétés de sous-traitance dans le domaine de l'automobile, ce qui représente une opportunité pour ceux qui souhaitent investir dans ce domaine.

Pour sa part, le Conseiller du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ahmed Zayed Salem a fait savoir que le programme d'accompagnement des PME est inscrit dès le départ dans le cadre du programme d'accord avec le partenaire FIAT. Car, a-t-il fait remarquer, il accorde une grande importance aux entreprises locales de sous-traitance. Relevant que le taux d'intégration dans ce projet atteindra 30% en 2026. « L'intégration concerne la tôle, la carrosserie, la peinture et les accessoires tels que les sièges, les câbles, le volant, les gaines en plastique, le boitier, les batteries, les amortisseurs, les pneus ».

De son côté le directeur de ''Stellantis'' chargé de la région MENA (Middle-East & North Africa), Samir Cherfan a assuré que dès son lancement, l'usine générera quelque 600 emplois directs et devra atteindre 2.000 postes dans les trois prochaines années. Rappelant que le Groupe ''Stellantis'' a injecté dans cette usine 200 millions d'euros dans le cadre d'une première tranche, pour démarrer dans une première phase dans la production de quatre modèles dont la Fiat 500 et la Fiat Doblo.

Notons que les cadres du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique et de la société ''Stellantis'' s'étaient rendu au complexe sidérurgique Tosyali dans la daïra de Bethioua (Est d'Oran), qui a lancé la réalisation d'une usine de tôles en acier d'une capacité production de 2 millions de tonnes par an.

Sur les lieux, le membre du Conseil d'administration du complexe, Alp Topcuoglu a assuré que cette production sera destinée vers la satisfaction des besoins locaux de l'industrie automobile, d'appareils électroménagers et de tuyauterie et l'exportation

Dimanche dernier, l'opération de commercialisation des premières voitures de marque italienne FIAT en Algérie a été lancée, à Alger lors d'une cérémonie, organisée par ''Stellantis'' Algérie.

Rabah Mokhtari

BRÈVE

Forum algéro-américain sur l'industrie pharmaceutique

Les partenariats doivent s'axer sur l'innovation

Le président du Conseil d'affaires algéro-américain (USABC), Ismail Chikhoune a relevé lors du forum bilatéral sur l'industrie pharmaceutique, organisé lundi à Alger, l'importance de développer des partenariats entre les deux parties axés sur l'innovation en matière de production pharmaceutique.

Lors de son intervention, M. Chikhoune a indiqué que le forum qui réunit des représentants et experts de l'industrie pharmaceutique algérienne et des laboratoires américains, ambitionne de donner un nouveau souffle à la collaboration bilatérale dans l'industrie pharmaceutique avec en clé, l'accès à l'innovation et le développement de la recherche et la formation. Ce forum, poursuit-il, vise a mettre en place «un écosystème favorable» pour la production de médicaments dans le cadre d'un partenariat «efficient» qui pose les jalons d'une coopération dans le domaine de l'innovation, engageant incubateurs, start-ups et universités.

Il a ajouté que ce forum de deux jours vise à «dessiner les contours d'un partenariat qui permet l'accès à la formation, à la recherche et aux essais cliniques» pour les start-ups algériennes, les laboratoires et les incubateurs.

Agence

Plénière de la deuxième Conférence internationale Russie-Afrique

Pour un partenariat bénéfique garantissant la paix, la stabilité et le développement

Une délégation du Conseil de la Nation a pris part avant-hier à la plénière de la deuxième conférence internationale Russie-Afrique, dont les travaux ont débuté lundi passée à Moscou en présence du Président russe, M. Vladimir Poutine. C'est ce qu'a indiqué un communiqué de l'institution parlementaire.

Lors de ces travaux, auxquels a participé une délégation du Conseil de la Nation aux côtés de douze présidents de Parlement et de plusieurs chefs de délégations parlementaires africaines, en présence des présidents des deux chambres du Parlement russe, l'accent a été mis sur «l'importance de la coopération entre l'Afrique et la Russie dans le cadre de relations fructueuses et de partenariats bénéfiques garantissant la paix, la stabilité et le développement».

Participant à cette importance conférence parlementaire internationale en tant que représentant du président du Conseil de la Nation, M. Salah Goudjil, le vice-président de cette institution, M. Abdennacer Hamoud, a souligné «l'importance du rôle des relations parlementaires multilatérales dans l'établissement de relations internationales équilibrées et l'édification d'un monde plus multipolaire et solidaire et moins hégémonique».

Il a également mis en avant «l'importance de la coopération entre l'Afrique et la Russie dans le cadre de relations fructueuses et de partenariats bénéfiques garantissant la paix, la stabilité, le progrès et le développement, sur la base des principes d'équilibre et d'égalité dans les relations avec les partenaires hors du continent, objectif que l'Algérie a toujours appelé de ses vœux».

De plus, cette rencontre parlementaire internationale a permis «un échange de vues et un débat entre le Parlement de la Fédération de Russie et les représentants des peuples africains sur les immenses défis auxquels est confronté le continent africain», selon la même source.

Dans ce sillage, les représentants du Parlement algérien ont mis en avant le rôle des Parlements qui s'inscrit dans le cadre des démarches de développement et d'approfondissement du dialogue sur le double plan régional et international afin de promouvoir les liens de solidarité entre les peuples et l'équilibre des relations économiques mondiales à l'avenir».

Elle a aussi été mise à profit pour «rappeler la priorité que l'Algérie attache aux intérêts de l'Afrique, depuis son indépendance. Et ce, à travers sa médiation dans le règlement des conflits, ses efforts pour tarir les sources du terrorisme, ses initiatives en faveur de la décolonisation en Afrique en défendant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance. Cela est également montré à travers ses démarches visant à renforcer son développement économique comme vecteur de sécurité et de stabilité, comme en témoigne la récente décision du président de la République de consacrer un milliard de dollars au financement de projets de développement en Afrique», a conclu le communiqué.

Manel Z.

INVESTISSEMENT

Recherche et développement (R&D) et programmes d'innovation

Une plate-forme pour encourager les entreprises à investir davantage

Le ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a annoncé, avant-hier lundi à Alger, le lancement d'une plate-forme pour la souscription aux avantages fiscaux destinés aux entreprises qui engagent des dépenses dans le cadre de la recherche et développement (R&D) ou des programmes d'innovation ouverte. «Les entreprises concernées pourront bénéficier, conformément aux dispositions de la loi de Finances 2023 (LF 2023), d'une déduction ''considérable'' allant jusqu'à 200 millions DA sur l'Impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS)», a assuré Yacine El-Mahdi Oualid.

S'exprimant lors des travaux d'une conférence organisée par l'Institut national d'assurances et de gestion (INSAG), sur «la gouvernance d'entreprise et l'ingénierie financière», le ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises a fait savoir que cette mesure vise principalement à encourager les entreprises à investir davantage dans la R&D et dans les programmes d'innovation ouverte.

Et, a poursuivi Yacine El-Mahdi Oualid, d'augmenter les dépenses dans ce domaine pour atteindre 3 % du PIB algérien d'ici 2030.

Evoquant le nombre des fondatrices des Start-ups en Algérie, le ministre de l'Economie de la Connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, a fait état de 48 % de l'ensemble des fondateurs. Faisant remarquer, s'agissant de la contribution de la communauté algérienne à l'étranger dans le développement des Start-ups, que 10% des jeunes pousses lancées ces deux dernières années ont été créées par des Algériens revenus de l'étranger.

Notons que la LF 2023, stipule que sont déductibles du revenu ou du bénéfice, jusqu'à concurrence de 30 % du montant de ce revenu ou bénéfice, dans la limite d'un plafond de 200 millions DA, les dépenses engagées dans le cadre de la recherche et développement au sein de l'entreprise, et les dépenses engagées dans le cadre des programmes d'innovation ouverte, réalisés avec les entreprises disposant du label Start-up ou Incubateur.

Fin janvier dernier, une convention portant sur la création d'un fonds d'investissement appelé ''Algeria Innovation Funds'' (Fonds algérien pour l'innovation) d'une valeur de 80 millions de dollars, soit 11 milliards de dinars, a été signée, à Alger, par l'accélérateur public de Start-ups Algeria-Venture et le fonds international Small Entreprise Assistance Funds (SEAF). La convention a été signée par le DG d'Algeria-Venture, Sid Ali Zerrouki, et le Directeur des Investissements de SEAF, Hubertus van der Vaart, en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid.

Rabah M.

Exigeant quant à l'approvisionnement sans faille du marché national

Le Président Tebboune remet les pendules à l'heure du Ramadhan

Alors que la nuit du doute du premier jour du mois de Ramadhan sera suivie, ce mercredi soir du 22 mars 2023, par la Commission nationale d'observation du croissant lunaire, relevant du ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, au niveau des marchés communaux, commerces et grandes surfaces, c'est-à-dire sur le terrain, ici une mobilisation générale est annoncée et attendue à la fois.

Conscient des grands moyens dont dispose le pays, le Président Tebboune veut un Ramadhan 2023 à la hauteur de la grandeur et de la puissance de l'Algérie. (Photo : DR)

Contrôler le marché, l'approvisionner sans faille tout en surveillant la chaîne de distribution et les prix des produits alimentaires et, surtout, lutter contre la spéculation et les pénuries, tel est l'objectif du plan spécial du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour permettre au consommateur algérien de passer un mois du Ramadhan dans la sérénité et à travers une large et bonne couverture logistique sur le marché national.

Et pour parvenir à concrétiser son plan, le Chef de l'Etat a réuni tout le monde, voire presque tous les secteurs confondus concernés, allant du ministère de l'Intérieur en passant par celui de l'Agriculture et du Commerce et même de la Justice et du Transport en arrivant aux ministères des Affaires religieuses et de la Solidarité, sans oublier les hauts responsables des institutions de sécurité, où tout le monde est convié à occuper, dès le premier jour du mois sacré, le terrain, pour faire preuve d'un sens de haute responsabilité, loin de la bureaucratie et de laisser-aller, envers la noble mission qui consiste à protéger le consommateur algérien et l'économie nationale à la fois. Président le Conseil des ministres, avant-hier à Alger, le Président Abdelmadjid Tebboune, a ordonné une batterie d'instructions sous forme de mesures, tâches, missions et responsabilités destinés aux membres du Gouvernement et à travers eux, aux responsables régionaux et locaux de l'ensemble des secteurs, pour un Ramadhan sans faille en matière de l'organisation et de l'approvisionnement du marché alimentaire national.

Intransigeant, comme à son accoutumé, le Président Tebboune a exigé auprès des ministres, dont les départements ministériels sont concernés par le plan spécial Ramadhan, d'investire le terrain au premier jour du mois de Ramadhan et de ne plus se contenter des réunions bureautiques qui n'apportent rien de concrets sauf des lacunes répétitives. Lors du Conseil des ministres, le chef suprême du pays «a donné des instructions à l'effet d'assurer davantage de régulation et d'organisation en matière d'approvisionnement des citoyens en produits de large consommation durant le mois de Ramadhan, notamment dans les grandes villes en vue d'éviter tout problème de perturbation et de spéculation illicite», a rapporté, pour sa part, un communiqué de la Présidence de la République datant d'avant-hier.

La même source a indiqué aussi qu'«après avoir écouté un exposé conjoint sur l'approvisionnement du marché en produits de large consommation durant le mois de Ramadhan, le président de la République a instruit le Gouvernement d'assurer davantage de régulation et d'organisation en matière d'approvisionnement notamment dans les grandes villes en vue d'éviter tout problème de perturbation et de spéculation illicite», lit-on à travers le même communiqué. Intraitable par rapport à la disponibilité des produits de large consommation sur l'ensemble des 58 wilayas du pays, le chef de l'Etat a insisté, commente le communiqué de la Présidence de la République, sur «l'impératif d'éviter toute forme d'austérité pour ce qui est de l'approvisionnement des citoyens en produits de large consommation, tout en œuvrant progressivement à l'adoption d'un mode de consommation sain pour le citoyen algérien», ajoute la même source.

En secouant le Gouvernement à quelques heures du début du mois de Ramadhan dans le cadre de la mobilisation générale de l'Etat, le Président Tebboune a agi au moment opportun, voire dans une conjointure financière difficile à gérer pour les petits et moyens revenus, d'où l'objectif impératif du chef de l'Etat est d'alléger les dépenses des Algériens, tout en assurant une grande disponibilité des produits alimentaires de base sur le marché national. L'Algérie qui a déjà vécue de nombreuses lacunes en matière d'approvisionnement alimentaire durant les Ramadhans passés, veut mettre un terme à cette situation.

Premier pays en Afrique en matière de l'autosuffisance alimentaire avec ses multiples richesses et ressources naturelles, énergétiques et halieutiques, l'Algérie est en mesure de devenir un pays pourvoyeur en alimentation et en énergie pour les pays africains et européens.

Conscient des grands moyens dont dispose le pays, le Président Tebboune veut un Ramadhan 2023 à la hauteur de la grandeur et de la puissance de l'Algérie et de son peuple.

Sofiane Abi

Examen scolaires pour la session 2023

Belaabed appelle à parachever les préparatifs

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a appelé avant-hier à parachever les préparatifs relatifs à l'organisation des examens scolaires nationaux pour la session 2023, a indiqué un communiqué du ministère.

Présidant les travaux d'une Conférence nationale, tenue les 18 et 19 mars, pour évaluer le 2ème trimestre et préparer les examens scolaires nationaux et la rentrée scolaire 2023-2024, M.Belaabed a souligné la nécessité de s'assurer le bon déroulement de toutes les procédures de préparation et d'organisation des examens scolaires nationaux pour la session 2023. Il a également appelé à l'impératif d'inspecter le dégré de préparation des centres d'examen et à fournir toutes les conditions nécessaires pour que les candidats réussissent les examens le tout dans de bonnes conditions

Le ministre a, également, chargé les présidents des quatre ateliers, de superviser les commissions nationales en charge des mêmes sujets débattus à l'occasion de la conférence. Et ce, pour le suivi de la mise en œuvre des résultats de chaque atelier, l'aplanissement des difficultés et l'élaboration de rapports à lui soumettre, dans l'objectif de concrétiser «davantage d'efficacité et d'efficience». Le Premier responsable du secteur a, par ailleurs, ordonné de consentir davantage d'efforts, en vue d'assurer toutes les conditions qui permettent de réaliser une rentrée scolaire réussie, en améliorant les modes de gestion et le système de gouvernance dans la gestion des ressources humaines, financières et matérielles. A travers, poursuit-il, la consolidation des efforts qui visent à garantir la transparence et la qualité de performance, la rationalisation des dépenses et la promotion de la gestion numérique en pratique quotidienne dans tous les services pédagogiques et administratifs.

Les quatre ateliers en question sont : l'atelier des préparatifs des examens scolaires nationaux pour la session 2023, l'atelier de l'encadrement pédagogique et administratif et des examens professionnels, l'atelier destiné à fixer les dernières opérations pour la préparation de la prochaine rentrée scolaire, ainsi que de l'atelier consacré à la situation de l'enseignement de la langue amazighe. Le ministre a indiqué auparavant que la prochaine rentrée scolaire verra l'intégration de la langue anglaise en quatrième année du primaire, après son intégration à la troisième année au début de l'année scolaire en cours, soulignant que le secteur est entièrement préparé et que les programmes sont prêts. Il a révélé en outre, que lors de la rentrée scolaire 2023-2024, la troisième année de l'enseignement secondaire sera installée pour la division des arts, en application des instructions du Chef de l'Etat après l'approbation de la division des arts. Il a souligné, à cet égard, que les résultats de la division sont excellents cette année, annonçant ainsi que le premier examen de baccalauréat pour cette branche aura lieu l'année prochaine. Le ministre a fait savoir également qu'une réunion a eu lieu avec des collègues du Gouvernement, pour étudier les procédures et étapes à moyen et long terme pour faire évoluer cette spécialisation.

A noter dans ce cadre que le ministère de l'Education nationale avait récemment dévoilé les dates du BAC et du BEM de l'année scolaire en cours. C'est via un communiqué publié le mois de mars dernier, que le ministère a informé les candidats que le Brevet d'Enseignement moyen 2023 se déroulera du 5 au 7 juin 2023 et du 11 au 15 juin 2023 pour le baccalauréat.

Manel Z.

CORRUPTION

Salima Mousserati tend sa main aux Algériens

Pour une lutte collective contre la corruption

Depuis l'Université de Ghardaïa où elle a participé avant-hier et pour la première fois dans la ville du Mzab à la rencontre régionale de sensibilisation contre le phénomène de la corruption, en présence des autorités de ladite wilaya, responsables du secteur de la justice, élus locaux et différentes autres partenaires y compris des représentants de la société civile, la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, en l'occurrence Salima Mousserati, a appelé à «une adhésion collective de l'ensemble des Algériens à la lutte et à la prévention contre le fléau ravageur de la corruption», exhorte la même responsable. Livrant une allocution devant les participants à la rencontre de sensibilisation, abritée avant-hier par l'Université de Ghardaïa, et devant la présence de l'inspecteur général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, en l'occurrence Belaid Tiati, la présidente de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, a qualifié la société civile comme étant «la pierre angulaire de la lutte contre la corruption et sa prévention, dont son adhésion est plus qu'essentielle, voire déterminante», a-t-elle déclaré.

S'exprimant lors d'une rencontre régionale de sensibilisation au profit des différents acteurs de la société civile pour la mise en place d'un réseau national de transparence ''NARACOM'', Mousserati a expliqué que ce réseau de transparence ne peut être efficace qu'avec la participation de l'ensemble des composantes de la société algérienne particulièrement la société civile, en tant que «garante de la probité». Et d'ajouter: «Cette participation qui s'inscrit dans le cadre de la démocratie participative, constitue un mécanisme efficace pour la bonne gouvernance des affaires publiques au niveau local et national dans la transparence». «Notre pays est fortement engagé dans le processus de lutte contre la corruption, à travers le développement des différents mécanismes de bonne gouvernance et de transparence, notamment l'accélération de la numérisation dans les différentes institutions de l'Etat», a-t-elle affirmé. De son côté, l'inspecteur général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Belaid Tiati a assuré et rassuré que «le ministère s'attelle à accompagner cet organe constitutionnel, et s'engage à apporter son appui à l'Autorité pour l'organisation de ces rencontres régionales en vue de sensibiliser les élus locaux et la société civile en matière de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption», dira-t-il. Ajoutant que «la numérisation et l'informatisation de l'administration et des collectivités locales constituent un moyen de prévention et de lutte contre la bureaucratie et la corruption», a-t-il souligné.

S. Abi

INFO EXPRESS

Importation automobile en Algérie

11 autres marques seront bientôt introduites

Le comité technique chargé de l'examen et du suivi des dossiers relatifs à l'exercice de l'activité de concessionnaires de véhicules neufs est en train d'examiner 11 nouvelles demandes pour l'obtention de l'agrément définitif, a indiqué, hier dimanche, le directeur du développement de l'industrie au ministère de l'Industrie, Ahmed Zayed Salem, à l'occasion du lancement de la marque FIAT en Algérie. Il a indiqué que le ministère de l'Industrie ont auraa prochainement 11 nouveaux opérateurs, ce qui portera le nombre de concessionnaires agréés à 14, avec les 3 concessionnaires ayant déjà obtenu leur agrément définitif. Il a indiqué que la plateforme numérique de dépôt des demandes d'agrément pour l'importation automobile au niveau du ministère de l'Industrie a enregistré 73 demandes dont 19 pour les engins de travaux publics, le reste des demandes concernent les voitures. Il a ajouté qu'en plus des trois agréments définitifs accordés à Fiat (groupe Stellantis), Opel au groupe Halil et JAC à Emin Auto, 35 agréments temporaires ont été accordés à ce jour. La marque italienne « FIAT » a dévoilé, hier dimanche, les prix des modèles qu'elle commercialisera en Algérie à partir de cette semaine. Le groupe « Stellantis » a organisé une conférence de presse en présence du ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, durant laquelle il a présenté divers détails sur les voitures qui seront commercialisées en Algérie d'ici quelques jours.■

Journée internationale des forêts

100.000 arbres seront plantés à travers le pays

La direction générale des forêts (DGF) a célébré mardi la journée internationale des forêts à travers un large programme d'activités, au niveau local et central, notamment la plantation de 100.000 arbres à travers le territoire national, a-t-elle indiqué dans un communiqué.

Cet évènement a été célébré, sous le patronage du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, au niveau de l'Institut Technologique spécialisé de formation Agricole d'Alger (ITSFA, ex ITMAS), explique la même source. A cette occasion, la DGF a arrêté un riche programme au niveau local et central, dont des activités de sensibilisation sur les forêts et les arbres, ainsi qu'une campagne de plantation de 100 000 arbres à travers le pays, a-t-elle fait savoir. Le thème choisi pour 2023 est : «Les forêts et la santé», avec pour slogan «Des forêts saines pour des populations en bonne santé», souligne la DGF. Expliquant le choix de ce thème qui met en évidence l'effet de la forêt sur la santé humaine, la DGF a souligné que «les forêts offrent, directement ou indirectement, d'importants avantages qui bénéficient à la santé de tous les êtres humains non seulement pour ceux dont l'existence est étroitement liée aux écosystèmes forestiers mais aussi pour ceux qui vivent loin des forêts, notamment pour les populations urbaines». A ce propos, elle a fait constater que la reconnaissance de l'importance des forêts en matière de sécurité alimentaire et de nutrition s'est considérablement accrue au cours des dernières années, mais leur rôle dans la santé humaine a reçu moins d'attention. «La nutrition et la santé sont intrinsèquement liées : un bon état nutritionnel ne peut être obtenu sans un bon état de santé et inversement», souligne le document. «Par conséquent, lorsque l'on se penche sur leurs interactions avec les forêts, il est essentiel d'aborder la question de la santé et celle de la nutrition en même temps», a-t-elle encore expliqué, ajoutant que les forêts sont également à l'origine d'une vaste gamme d'effets bénéfiques pour la santé et le bien-être qui vont au-delà de ceux en général associés au cadre de la sécurité alimentaire et de la nutrition. «C'est pourquoi, il est vital de préserver ces ressources naturelles si précieuses. Il est nécessaire d'agir en faveur des forêts car des forêts saines sont nécessaires à des populations en bonne santé», a-t-elle recommandé.■

Administration pénitentiaire

Une vingtaine de secteurs contribuent à la politique de réinsertion des détenus

Le directeur général (DG) de l'Administration pénitentiaire et de la réinsertion, Saïd Zereb a affirmé dimanche passé qu'une vingtaine de secteurs contribuent d'une part très importantes à la politique nationale de réinsertion des détenus et ce dans l'unique objectif de les encourager à s'impliquer dans la construction de la société.

«L'ensemble de ces secteurs d'activités contribuent à la réussite sur le terrain de la politique de l'état en matière de réinsertion des détenus, pour qu'ils puissent apporter leur apport à la construction de la société», a précisé M. Zereb en marge de la cérémonie du coup d'envoi officiel à partir de l'établissement de rééducation de Béchar de la deuxième session de formation dans le cadre de l'enseignement professionnel au profit de 20.262 détenus à travers le pays pour un global de 162 spécialités entre la première et cette seconde session. Le DG de l'Administration pénitentiaire et de réinsertion, qui a également donné à cette même occasion en présence des autorités locales de la wilaya et des représentants de la cour de justice de Béchar, le coup d'envoi des examens national officiels écrits de 32.457 détenus- candidats à l'enseignement à distance, parmi eux 22.643 à l'enseignement du niveau moyen et 9.814 à l'enseignement secondaire, a indiqué que «le choix de l'établissement de rééducation de Bechar pour le déroulement de cette cérémonie du coup d'envoi de la deuxième session de formation et de l'enseignement professionnel ainsi que les examens des détenus-postulants à un enseignement à distance à travers le pays, vient du fait que cet établissement, constitue un exemple concret des efforts de l'état pour la réalisation d'un système pénitencier qui répond aux valeurs et critères mondiaux de respect des droits de l'homme, de leur promotion dans le respect des détenus». Dans cet établissement, M. Zereb en compagnie également des autorités locales de la wilaya a présidé la cérémonie de la sortie de la première promotion nationale de seize (16) détenus –technicien de l'aquaculture et dix-neuf autres détenus-femmes en aquariophilie, grâce à un partenariat avec les secteurs de la pêche, de l'aquaculture et de la formation et de l'enseignement professionnel. ■

INFO EXPRESS

Ukraine et Palestine

Le prince Turki ben Fayçal dénonce le deux poids-deux mesures des Occidentaux

Sur le LCI, le prince Turki ben Fayçal Al, qui a dirigé durant plus de 22 ans les services secrets saoudiens, a dénoncé le deux poids-deux mesures des Occidentaux, qui observent un silence cynique sur les crimes israéliens en Palestine, mais qui ont aussitôt réagi sur la guerre en Ukraine en sanctionnant la Russie.Rappelons que le prince Turki ben Fayçal est le fils du roi Fayçal, dont le règne entre 1964-1975 fut marqué par un soutien indéfectible à la cause palestinienne.■

M1 Abrams, Leopard 2 et Challenger 2

L'armée russe s'entraîne à détruire les chars de l'OTAN

Des équipages de chars russes T-90M s'entraînent à détruire en Ukraine les chars de l'OTAN : les M1 Abrams américains, les Leopard 2 allemands et les Challenger 2 britanniques, comme le montre une vidéo publiée par la Défense russe.

« Lors de leur formation, des équipages de chars T-90M Proryv étudient les points les plus faibles et vulnérables des nouveaux chars de fabrication occidentale fournis pour les besoins de l'armée ukrainienne par les pays de l'OTAN. Ils améliorent aussi leur maîtrise du tir et de pilotage de véhicules de combat », indique le ministère. Fin janvier, sous pression de ses partenaires de l'OTAN, Berlin a déclaré s'apprêter à fournir à Kiev des Leopard 2 et à autoriser d'autres pays en possédant à lui en fournir à leur tour. Le premier lot devrait comprendre 14 chars de la Bundeswehr. Les États-Unis ont annoncé l'envoi à l'Ukraine de 31 chars Abrams. La livraison devrait cependant durer plusieurs mois, a précisé la Maison-Blanche.

Pour Moscou, tout fret contenant du matériel militaire pour Kiev sera « une cible légitime », comme l'a souligné le chef de la diplomatie russe. Selon lui, les États-Unis et l'OTAN participent directement au conflit en Ukraine. Et ce, non seulement en fournissant des armes, mais aussi en formant des spécialistes ukrainiens en Allemagne, au Royaume-Uni, en Italie et dans d'autres pays.■

Campagne

Coup d'envoi des journées de prévention et de sensibilisation sur le diabète et le jeûne

Les journées de prévention et de sensibilisation sur «le diabète et le jeûne» ont débuté lundi dans la circonscription administrative de Sidi Abdellah (Alger Ouest), avec l'avènement du mois sacré du Ramadhan. Organisée par la direction de la santé et de la population de Sidi Abdellah, sous le slogan «jeûner pour être en bonne santé», cette campagne s'étalera jusqu'au 22 mars.

Donnant le coup d'envoi de cette campagne, le wali délégué de la circonscription administrative de Sidi Abdellah, Benhaddou Abdelmoumen a affirmé que "l'initiative vise à sensibiliser les citoyens en général et les diabétiques en particulier, aux risques qu'ils encourent en cas de jeûne sans consulter un médecin afin de les orienter et les informer des précautions à prendre pour éviter d'éventuelles complications". Intervenant à l'occasion, le directeur délégué de la santé et de la population de la circonscription administrative de Sidi Abdellah , Moussa Zeghdoudi a indiqué qu'un espace ouvert avait été consacré à cette campagne au niveau de la principale rue de Sidi Abdellah afin de cibler un plus grand nombre de citoyens.

Concernant les ateliers prévus à l'occasion, M. Zeghdoudi a fait état de la mobilisation de médecins spécialistes dans toutes les disciplines liées au diabète, dont l'atelier du dépistage précoce, de la femme enceinte diabétique, du diabète chez l'enfant et de la prise en charge médico-psychologique.

D'autres espaces sont dédiés à l'alimentation saine, aux bienfaits de l'activité physique pour les diabétiques et aux laboratoires de dépistage du diabète pour les personnes non suivies ou non encore diagnostiquées.

A cette occasion, la diabétologue Ghemari Nacira a souligné la nécessité pour les diabétiques d'aller voir leur médecin traitant avant le mois de Ramadhan pour faire les analyses médicales qui permettront de déterminer le régime alimentaire du patient pendant le jeûne.

De son côté, Dr Benabid Abdallah, superviseur de l'atelier sur "Le diabète et la femme enceinte pendant le mois de jeûne", a indiqué que «la femme enceinte atteinte de diabète peut ne pas jeûner comme l'autorise la charia ou adopter une alimentation saine à base de légumes tout en surveillant son diabète en mesurant sa glycémie au moins six (6) fois par jour».

Abondant dans le même sens, la cheffe de service de diabétologie à la polyclinique de la cité des 66 logements à Zeralda, Dr Fairouz Chaimi, a insisté sur la nécessité pour les diabétiques de respecter les horaires de prise des médicaments recommandées par le médecin traitant, de mesurer leur glycémie régulièrement et de ne pas hésiter à rompre le jeûne si ça s'impose, tout en veillant à pratiquer leur activité physique après la rupture du jeûne.■

Conflit

Narration et réalité de la crise libyenne

L'Otan s'épanche sur les problèmes en Libye et se dit solennellement préoccupée par la stabilité du pays et de la région. Ça pourrait presque passer crème dans les médias. Heureusement, Manlio Dinucci est là pour rappeler le désastre de la guerre illégale menée par l'Otan. «L'hôpital qui se fout de la charité» en deviendrait presque euphémique... (IGA)

L'OTAN se déclare préoccupée pour la crise en Libye, qui «a des implications directes pour la stabilité régionale et la sécurité de tous les Alliés». Elle assure donc qu'elle «reste engagée à fournir du conseil à la Libye pour la défense et la sécurité». Les gouvernements des États-Unis, France, Allemagne, Italie et Royaume-Uni déclarent que «des élections libres permettront au peuple libyen de renforcer sa propre souveraineté» et qu'ils sont «prêts à demander des comptes à ceux qui menacent la stabilité de la Libye». Ils réaffirment ensuite «le plein respect et engagement pour la souveraineté et l'indépendance de la Libye». Paroles solennelles prononcées par ces puissances mêmes qui, après avoir démoli dans les années 90 la Yougoslavie en la désagrégeant de l'intérieur et en l'attaquant de l'extérieur, avec la même technique démolirent en 2011 l'État libyen. D'abord ils financèrent et armèrent à l'intérieur des secteurs tribaux et groupes islamistes hostiles au gouvernement, et infiltrèrent des forces spéciales en particulier qataris, pour propager les affrontements armés. Puis ils l'attaquèrent de l'extérieur : en sept mois, l'aviation USA/OTAN effectua 30 000 missions, dont 10 000 d'attaques, avec plus de 40 000 bombes et missiles. À la guerre - dirigée par les États-Unis, d'abord via le Commandement Africa, puis via l'OTAN sous commandement USA - participa l'Italie avec 7 bases aériennes, chasseurs bombardiers et un porte-avions. Ainsi se trouvait démoli cet État africain qui - documentait en 2010 la Banque mondiale - avait «de hauts niveaux de croissance économique et de développement humain» et où trouvaient du travail environ deux millions d'immigrés, en majorité africains. Grâce à l'export énergétique l'État libyen avait investi à l'étranger environ 150 milliards de dollars. Les investissements libyens en Afrique étaient déterminants pour le projet de l'Union Africaine de créer des organismes financiers, un marché commun et une monnaie unique de l'Afrique. Les e-mails de la secrétaire d'État de l'Administration Obama, Hillary Clinton, mis à jour par la suite par WikiLeaks, démontrent que les États-Unis et la France voulaient éliminer Kadhafi avant qu'il n'utilisât les réserves d'or de la Libye pour créer une monnaie pan-africaine alternative au dollar et au franc CFA (monnaie imposée par la France à 14 ex-colonies). Avant que n'entrassent en action les bombardiers, entrèrent en action les banques : elles séquestrèrent les 150 milliards de dollars investis à l'étranger par l'État libyen, dont ensuite la majeure partie a disparu, bloquant de cette façon tout le projet africain. Tout cela se trouve effacé par la narration politico-médiatique de la crise libyenne, permettant aux principaux responsables de la catastrophe sociale provoquée par la guerre contre la Libye de se présenter comme ses sauveurs. Aujourd'hui en Libye les recettes de l'export énergétique sont accaparés par milices et multinationales. De grandes quantités de pétrole libyen sont vendues à des pays de l'Union européenne, par l'intermédiaire de sociétés maltaises qui les recyclent en en camouflant la provenance. Le niveau de vie de la population s'est effondré. La Libye est devenue la principale voie de transit d'un flux migratoire chaotique qui a provoqué plus de victimes que la guerre de 2011. Selon les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations, se sont noyés en Méditerranée en 2021 environ 1 500 migrants, mais ils sont certainement plus nombreux car beaucoup de cas ne sont pas signalés. Environ 30 000 migrants, en 2021, ont été interceptés en mer et ramenés en Libye par les garde-côtes «libyens», créés, entraînés et financés par l'Italie avec 33 millions d'euros. Beaucoup de ces migrants ont fini dans des centres de détention aussi bien du «gouvernement» de Tripoli que des milices. Sont aujourd'hui pris au piège en Libye plus de 600 000 migrants d'environ 45 nationalités, pratiquement réduits en esclavage, contraints de travailler sans paye et sous les coups. De plus en plus nombreux sont ceux qui demandent non pas à être amenés en Europe, mais à rentrer dans leur pays pour échapper à cette condition. Particulièrement dramatique est le sort des jeunes femmes, vendues aux enchères, violentées et obligées de se prostituer. Tout cela grâce à l'opération «Protecteur Unifié» qui, informe le ministère de la Défense, fut effectuée par l'OTAN en 2011 pour «la protection des civils en Libye».

Manlio Dinucci

ONU

Le Maroc mène une stratégie de déstabilisation de la région avec le trafic de drogues

La représentante permanente de l'Algérie auprès des Nations unies à Vienne, Faouzia Boumaiza Mebarki, a dénoncé la stratégie de déstabilisation dirigée par le Maroc à l'encontre de l'Algérie et des pays de la région avec le trafic de drogues, mettant en garde la communauté internationale sur les répercussions dangereuses de cette pratique sur les populations.

Dans un discours devant la 66e session de la Commission des stupéfiants de l'ONU (CND) tenue à Vienne, la diplomate a exposé les préoccupations de l'Algérie au sujet du trafic de drogues dans la région.

Elle a rappelé qu'en Algérie, chaque année, d'énormes quantités de cannabis sont saisies. Pour 2022, plus de 58 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en Algérie en provenance du Maroc, ainsi que 5 tonnes de cannabis en herbe, 94 kilos de graines de cannabis et 2485 plants de cannabis.

«Ces chiffres prouvent qu'il y a une vraie stratégie de déstabilisation du pays par le ciblage de sa jeunesse. Malheureusement chaque année, il y a un accroissement des quantités de drogues en provenance du Maroc», a déploré l'ambassadeur d'Algérie en Autriche.

Selon Mme Boumaiza Mebarki, le Maroc, premier producteur mondial de cannabis, est devenu le pays de transit par excellence d'autres drogues, soulignant que d'autres pays voisins souffrent de ce déferlement. «L'Algérie a alerté la communauté internationale sur les répercussions dangereuses de la reclassification du cannabis et de la résine de cannabis», a rappelé la diplomate, déplorant leur retrait du 4e Tableau de la Convention internationale unique sur les stupéfiants de 1961, en les maintenant dans le 1er tableau de cet instrument. «Ce n'est plus possible de se taire face à l'hostilité croissante du Maroc dont le déferlement de cannabis ainsi que la cocaïne, les psychotropes et l'ecstasy sont un des moyens d'agression», a-t-elle prévenu. Par ailleurs, le rapport mondial sur les drogues 2022 confirme, dit-elle, que «la proportion de personnes souffrant de troubles psychiatriques et le taux de suicide associés à l'usage régulier de cannabis ont augmenté, tout comme le nombre d'hospitalisation. Quelque 40% des pays ont indiqué que le cannabis était la substance associée au plus grand nombre de troubles liés à l'usage de drogues».

Cette atteinte à la santé publique, dont sont victimes les adolescents et jeunes adultes, est porteuse de menaces à l'économie et à la sécurité de l'Algérie, a poursuivi Mme Boumaiza Mebarki, expliquant que les laboratoires d'analyse ont établi que le cannabis en provenance du Maroc présentait un taux élevé en Delta-9-Tetrahydroccabinol (THC) se situant à hauteur de 49,5%.

En outre, elle a exposé le moyen employé du côté marocain pour rendre l'offre alléchante, en proposant le paiement retardé, c'est-à-dire de ne payer la marchandise qu'une fois vendue, un procédé qui démontre, selon l'oratrice, «à quel point ce commerce est sorti du cadre du crime transnational organisé pour devenir une arme de destruction massive».

«L'Algérie souhaite tirer la sonnette d'alarme en vue de juguler ce fléau et réaffirme la nécessité et l'importance de conjuguer les efforts pour faire face à l'augmentation de l'offre et de la demande ainsi qu'au trafic illicite des substances placées sous contrôle international», a plaidé la diplomate, soulignant que l'augmentation des flux financiers illégaux liés au trafic de drogues et leurs incidences sur l'économie et la sécurité des pays, interpellent la communauté internationale à ce sujet. Elle a signalé qu'en sus de ses conséquences néfastes évidentes, le trafic illicite de drogues a une interconnexion avérée avec d'autres formes de criminalité organisée, notamment la corruption, la traite des êtres humains, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. «C'est extrêmement préoccupant pour la paix et la sécurité internationales», s'est inquiétée Faouzia Boumaiza Mebarki. ■

Le Maroc poursuit sa politique d'agression contre les militants sahraouis

L'Association sahraouie des victimes des violations graves des droits de l'Homme commises par l'Etat marocain (ASVDH) a dénoncé la poursuite par l'occupant marocain de sa politique d'intimidation et de ses agressions contre les activistes sahraouis, notamment la militante des droits de l'Homme, Sukeina Jadahlu, qui a passé plus de 12 ans de sa vie «dans les horribles prisons secrètes du Maroc».

Dans un communiqué, l'ASVDH «exprime sa solidarité pleine et inconditionnelle à cette défenseuse sahraouie des droits de l'Homme, mère de la résistance sahraouie dans les villes sahraouies occupées par le Maroc», précisant que Sukeina Jadahlu est la cible d'«attaques et d'agressions continues menées par l'occupation marocaine, en raison de sa lutte, ses convictions et son activisme en faveur d'une République sahraouie libre et souveraine».

En ce sens, l'ONG sahraouie «rejette et dénonce les attaques contre Sukeina Jadahlu, sa famille et ceux qui étaient avec elle en représailles de leurs activités, positions, identité et activisme», poursuit le communiqué. L'ASVDH «tient le Maroc pleinement responsable de tout ce qui pourrait porter atteinte à l'intégrité physique et psychique de la militante, du fait des agressions systématiques dont elle fait l'objet», ajoute la même source. A cet effet, l'association sahraouie a «réitéré son appel aux Nations unies, à la Croix-Rouge internationale et à toutes les organisations internationales de défense des droits de l'Homme à intervenir d'urgence afin de protéger les civils et militants sahraouis sans défense face à la poursuite de la répression, de la persécution et de l'intimidation», par l'occupant marocain, souligne le texte.

«Il est temps que l'ONU honore les principes pour lesquels elle a été créée: préserver la paix et instaurer la justice», conclut l'association dans son communiqué.

APS

Mutations géopolitiques et stabilité régionale

Des stratégies d'adaptation pour l'Algérie face aux tensions géostratégiques mondiales

Avec les tensions en Russie/Ukraine – Occident qui ne serait qu'un épiphénomène face aux tensions entre les deux plus grandes puissances économiques mondiales en Asie, à savoir les USA et la Chine, le réchauffement climatique et les bouleversements énergétiques et technologiques, le monde ne sera plus jamais comme avant, avec des impacts sur le devenir de la croissance de l'économie mondiale.

Concernant la stabilité régionale en Afrique, cette brève contribution est la synthèse de ma contribution, en tant qu'expert international indépendant sur le thème «comment se positionne l'Algérie en Afrique, face à l'Union européenne et au sein de la mondialisation ? », suite à deux invitations, la première de la Konrad Adenauer Stiftung qui organise à Nouakchott, du 19 au 22 février 2023 un débat qui portera sur le rôle économique des acteurs externes dans l'espace Maghreb-Sahel, en particulier la Chine, la Russie, la Turquie et les Emirats Arabes Unis auxquels assisteront de nombreuses délégations et experts internationaux en économie et en défense/sécurité.

La seconde qui se tiendra à Paris), le mercredi 22 mars 2023 avec le Groupe d'études et de réflexion sur l'Algérie contemporaine (GERAC), où interviendront également Pierre Vermeren, écrivain, professeur des Universités, auteur de « Histoire de l'Algérie contemporaine » (Nouveau Monde Eds). Amiral Edouard Guillaud, ancien chef d'Etat-Major des armées. Car dans toute analyse opérationnelle, on peut isoler les facteurs économiques et sociaux, sur tout le problème énergétique (notre interview Radio Algérie Internationale 05/02/2023) des enjeux géostratégiques

1.- Les tensions au Sahel, facteur d'instabilité régionale

Les relations entre les deux rives du Sahara et les dynamiques de la conflictualité saharienne actuelle interpellent la communauté internationale. Nous assistons dans la région à de profondes mutations de la géopolitique saharienne après l'effondrement du régime libyen, avec des conséquences pour la région.

De plus en plus nombreux, des migrants subsahariens s'installent désormais dans les pays du Maghreb avec l'intensification de la contrebande. Bien avant et surtout depuis la chute du régime de Kadhafi le Sahel est l'un de ces espaces échappant à toute autorité centrale, où se sont installés groupes armés et contrebandiers. Kadhafi disparu, des centaines de milliers d'armes, dont 15.000 missiles sol-air qui étaient dans les entrepôts de l'armée libyenne, ont équipé les rebelles au fur et à mesure de leur avancée et dont une partie a été accaparée par différents groupes qui opèrent au Sahel. Dans ce contexte, il s'agit de mettre l'accent sur l'obligation d'appliquer une stratégie interrégionale qui associe l'ensemble des pays de la zone en plus des partenaires européens et internationaux, du fait que la région est devenue un espace ouvert pour divers mouvements terroristes et autres groupes qui prospèrent via le trafic d'armes ou de drogue, menaçant la sécurité régionale surtout récemment avec la venue de terroristes d'Irak et de Syrie. D'où l'urgence d'une coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale, nécessitant une amélioration des bases de données afin de lutter efficacement contre le crime transfrontalier et le terrorisme. Il s'agit donc de lever les contraintes, du fait que la corruptibilité générale des institutions pèse lourdement sur les systèmes chargés de l'application des lois et la justice pénale en général, qui ont des difficultés à s'adapter aux nouveaux défis posés par la sophistication des réseaux du crime organisé, les cyber-attaques qui peuvent déstabiliser toute une Nation. À terme, la stratégie vise à attirer graduellement les utilisateurs du système informel vers le réseau formel et isoler les éléments criminels pour mieux les cibler tout en diminuant les dommages collatéraux pour les utilisateurs légitimes. Pour l'Algérie, les tensions dans la région – notamment pour la protection de ses frontières, la situation en Libye, au Mali et accessoirement les actions terroristes à sa frontière en Tunisie – ont imposé à l'Algérie des dépenses supplémentaires s'expliquant en partie par l'insécurité régionale.

La sécurité de l'Algérie est posée à ses frontières où la frontière algéro-malienne est de 1.376 km, la frontière entre l'Algérie et la Libye est de 982 km, la frontière algéro-nigérienne est de 956 km, la frontière algéro-tunisienne est de 965 km soit au total 4 279 km à surveiller. Le problème est plus grave pour les frontières conjointes avec le Mali et la Libye, ne devant pas oublier que les terroristes étaient venus depuis cette région lors de l'attaque terroriste de Tiguentourine. Face à ces tensions, dans une récente déclaration, reprise par l'APS en date du 1 février 2023, pour Mme Elizabeth Moore Aubin ambassadrice des Etats-Unis d'Amérique en Algérie, outre la consolidation des relations économiques, l'Algérie est une puissance régionale, les deux pays travaillant en étroite collaboration, étant extrêmement proactifs et pragmatiques dans leurs relations avec le voisinage, pour essayer de promouvoir la stabilité et la paix régionale. C'est toujours dans le cadre du souci de la stabilité régionale que l'Algérie, ayant pour fondement de sa philosophie diplomatique, entretient dans le cadre du respect mutuel, d'excellentes relations avec tous les pays comme en témoigne les prochaines visites officielles du président de la République, courant mai 2023 en France, qui a été précédé par celle du chef d'Etat-major de l'ANP, fin janvier 2023, et en Russie également courant mai 2023, entretenant d'excellentes relations également avec la Chine, les USA, la majorité des pays européens, comme en témoigne la récente visite de la Première ministre de l'Italie et du Haut conseiller de la Défense pour la région MENA, du ministère de la Défense britannique. Comme viennent de le souligner, en janvier 2023, la Première ministre de l'Italie et la Secrétaire d'Etat adjointe américaine en charge des organisations internationales, Michele Sison lors leurs visites à Alger, l'Algérie est un pays leader dans le règlement des conflits au niveau régional, par son rôle central dans la consécration de la stabilité, particulièrement dans la région du Sahel et un acteur déterminant de la sécurité énergétique

2.-Le Sahel via l'Afrique, enjeux économiques des grandes puissances

Dans une note du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE, il est mis en relief que l'arc sahélien, sans compter le reste du continent, est riche en ressources, sel, or, pétrole, gaz, fer, phosphate, cuivre, étain et uranium, autant de richesses nourrissant les convoitises de puissances. Ce qui explique les sommets réguliers, USA/Afrique, Chine/Afrique, Europe/Afrique, Japon/Afrique, Turquie/Afrique. Selon les prévisions continentales de la Banque mondiale, le PIB de l'Afrique devrait passer de 2.980 milliards de dollars en 2022 à 4.288 en 2027, soit une hausse de 43,89%, ces projections de croissance du FMI pour l'Afrique dépendent d'une série d'hypothèses qui peuvent se réaliser ou pas , bonne gouvernance dont la lutte contre la corruption, réformes, sous intégrations régionales, et stabilité politique. C'est une croissance modeste, car le commerce mondial a augmenté de 25% en rythme annuel en 2021 pour atteindre un record de 28.500 milliards de dollars ; et même si les exportations africaines de biens et services ont enregistré une croissance particulièrement rapide au cours des dix dernières années, elles représentent à peine 3 % du commerce mondial, loin de ses importantes potentialités, l'Afrique étant caractérisée par la faiblesse de son intégration qui est de l'ordre de 11/12 %, alors que le flux des échanges entre pays européens est de plus de 60%. Il est utopique pour l'instant de parler d'intégration de tout le continent Afrique, mais de sous intégrations régionales, l'important étant de dynamiser la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf afin de stimuler la croissance, de réduire la pauvreté et d'élargir l'inclusion économique dans les pays concernés. La mise en œuvre de la zone de libre échange permettrait selon un rapport de l'OUA de sortir 30 millions d'Africains de l'extrême pauvreté, d'augmenter les revenus de près de 68 millions d'autres personnes qui vivent avec moins de 5,50 dollars par jour et d'augmenter les revenus de l'Afrique de 450 milliards de dollars d'ici à 2035. Et c'est dans ce cadre que rentre les rivalités entre grandes puissances USA, Chine, Europe , certains pays émergents, sans oublier le rôle de la Russie concernant surtout l'aspect militaire, où les échanges entre les USA et l'Afriques sont passés de 142 milliards de dollars en 2008 à seulement 64 en 2021, largement distancé par la Chine qui, selon l'Agence chinoise des douanes, ont augmenté de 35,3% au cours de l'année 2021, atteignant un montant record de 254,3 milliards de dollars, en n'oubliant pas les échanges avec le monde arabe en 2021 de 330 milliards de dollars, extrapolé entre 2023/2025 à 500 milliards de dollars. Des pays font une percée en Afrique comme la Turquie où le volume des échanges devrait atteindre 45 milliards de dollars en 2022 . Malgré le poids déclinant, l'Europe selon les données du 1 janvier 2019 (avant l'épidémie du coronavirus) atteignait 151 milliards d'euros d'exportations et 152 milliards d'importations. Afin de contrer la Chine et la Russie sur le plan économique, lors de la dernière conférence, les USA ont annoncé une première enveloppe de 55 milliards de dollars étalée sur trois ans pour l'Afrique dans un grand nombre de secteurs.

Pr des universités, expert international

Fête de la victoire

Diverses activités commémoratives dans le Sud du pays

Diverses activités commémoratives ont marqué, dimanche dans les wilayas du Sud du pays, le 61ème anniversaire de la Fête de la Victoire, le 19 mars 1962.

Des cérémonies de recueillement aux carrés des martyrs, avec la levée des couleurs nationales, le dépôt de gerbes de fleurs et la lecture de la Fatiha du Saint Coran à la mémoire des Chouhada, ont été organisées à cette occasion par les autorités locales civiles et militaires, des membres des familles révolutionnaires et des citoyens des wilayas du Sud. Dans la wilaya de Ouargla, la journée a été marquée par le lancement d'un projet d'électrification des périmètres agricoles dans la région de Hassi-Miloud, commune de Ouargla, et le raccordement au réseau d'assainissement, sur 2,9 km, des lotissements ruraux du quartier d'El-Hedeb, commune de Rouissat, en sus du prolongement de la canalisation de refoulement depuis la station de pompage au quartier de Lechoual, ainsi que la mise en service d'un réseau d'électrification de la localité de Bour El-Heycha, au profit de 47 foyers, et le lancement d'un projet de réhabilitation de la station de collect e des eaux usées.
A l'extrême Sud-est du pays, wilaya de Djanet, l'occasion a été mise à profit par les autorités locales pour la remise des titres d'attribution de logements publics locatifs, la signature des conventions de coopération entre les directions des Moudjahidine, de la culture et le commissariat des Scouts Musulmans algériens (SMA) portant échanges des documents historiques et archives, et l'organisation des concours et expositions mettant en valeur le patrimoine historique et culturel de la région.
L'organisation des expositions de photographies, d'articles d'artisanat, d'une réception en l'honneur des vainqueurs des différentes compétitions sportives, ont également été au programme commémoratif de la wilaya. Dans la wilaya d'Illizi, cette fête historique a donné lieu au lancement de deux opérations d'alimentation en eau potable et de raccordement au réseau d'alimentation en gaz naturel de 200 lots sociaux délimités dans la zone de Djarat, la pose de la première pierre pour la réalisation de 30 logements promotionnels aidés (LPA) au niveau de la zone urbaine de la ville d'Illizi, et la remise des diplômes aux bénéficiaires d'une formation au secourisme. A Timimoun, une conférence sur l'histoire et le patrimoine de la région de Gourara et sa contribution dans la lutte contre le colonialisme français a été organisée à la salle de conférence du complexe sportif de la commune de Deldoul. La pose de la première pierre d'un projet de réalisation de 100 logements publics locatifs au nouveau pole urbain de Hassi El-Gara, l'inauguration, au chef lieu de la commune, du nouveau siège de l'organisation des Moudjahidine de la wilaya, ont été les faits saillants ayant marqué la célébration de cette journée dans la wilaya d'El-Ménéa. Dans la wilaya de Touggourt, l'occasion a donné lieu à la mise en service d'un réseau d'électrification pour 163 foyers dans la commune de Sidi-Slimane, l'inauguration d'un Matico, d'un jardin d'enfants dans la daïra de Mégarine, l'inauguration de l'esplanade "Liberté" de la commune de Nezla, et l'espace électronique au niveau de la recette principale de la wilaya de Touggourt. A Bechar, quatre (4) nouveaux périmètres agricoles, totalisant 97 exploitations, localisés dans les communes frontalières de Meridja et Béni-Ounif ont été raccordés au réseau électrique dans le cadre de la célébration de la fête de la victoire.
En outre, l'on relève, à cette occasion, le lancement d'un projet de réalisation d'un établissement pédagogique moyen «Base 7» d'une capacité scolaire de 700 places, dotée d'une cantine scolaire devant servir 300 repas/J.

APS

Batna

Plus de 400 élèves participent au 2ème championnat de calcul mental de la région Est du pays

Pas moins de 450 élèves de sept wilayas participent au 2ème championnat régional de calcul mental de la région Est du pays ouvert lundi à la salle omnisports du Complexe 1er novembre 1954 de Batna. Ouverte par le wali, Mohamed Benmalek dans le cadre de la célébration du 67ème anniversaire de la mort du chahid Mustapha Benboulaïd (22 mars), ce championnat met en lice des élèves âgés de 6 à 14 ans. Les meilleurs de ces participants qui rivalisent dans huit niveaux hiérarchisés en fonction de la difficulté se qualifieront pour le championnat national prévu juin prochain à Alger, lequel va les préparer également pour les joutes internationales, a indiqué la directrice régionale de l'Académie des génies, Khalida Boubetra. La compétition s'est déroulée dans une bonne ambiance, en présence des parents des participants. La Direction de la Jeunesse et des sports a mis en place toutes les conditions pour son déroulement, a assuré son responsable, Zoheir Bekhouche.
Le championnat a été organisé en coordination avec l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés et les deux directions de la Jeunesse et des sports et de la Culture et des arts.
Une visite au site archéologique de Timgad et un concours de plus jeune guide touristique seront organisés au profit des participants en marge du championnat, selon le directeur du musée et du site de la ville archéologique de Timgad, Chafik Boughrara.

APS

Médéa

Plus de 950 millions de DA mobilisés pour l'opération solidarité Ramadhan

Une subvention financière d'un montant de 952 millions de DA est mobilisée à Médéa pour l'opération de solidarité Ramadhan 2023, a déclaré, lundi, le directeur de l'administration locale (DAL), Maamar Hamouka, lors des travaux de la première session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW). Ce montant, destiné à aider les familles à faible revenu, est en augmentation de près de 113 millions de DA par rapport à l'enveloppe réservée à l'opération solidarité Ramadhan en 2022, estimée à 839 millions de DA, selon le même responsable. La révision à la hausse de l'enveloppe financière destinée au soutien de cette catégorie sociale, a permis de toucher un nombre supplémentaire de familles défavorisées qui vont bénéficier d'une prime de solidarité de 10.000 DA, a fait savoir le DAL.
Il a précisé, dans ce contexte, que l'effectif des familles nécessiteuses ciblées par cette opération de solidarité s'élève à 94.803 familles, alors que le nombre des bénéficiaires de cette prime était de 83.634 familles durant le Ramadhan 2022, soit 11.245 familles défavorisées supplémentaires qui seront prises en charge cette année. L'opération de versement de la prime de solidarité de 10 000 DA dans les comptes des bénéficiaires est «sur le point d'être achevée», a indiqué M. Hamouka, assurant que la totalité des familles nécessiteuses concernées recevront leur prime avant le début du mois du jeûne.

APS

INFO EXPRESS

Relizane

Une vision nouvelle faite de verdure et de couleurs chatoyantes à Oued R'Hiou

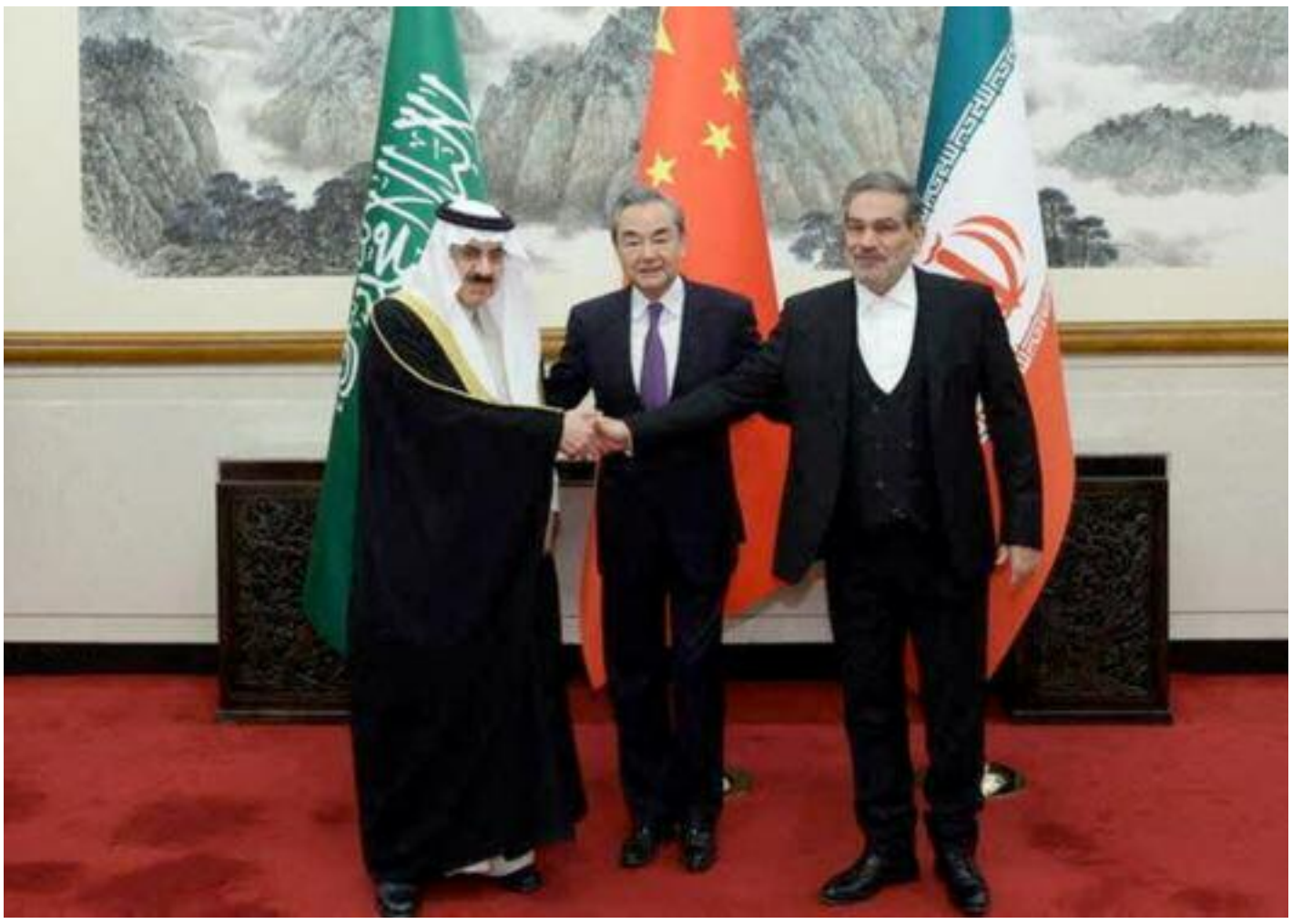
A l'instar des autres communes de la wilaya, Oued R'Hiou a connu hier mardi une activité inhabituelle en de nombreux endroits. En effet, de nombreux citoyens, accompagnés du chef de daïra d'Oued R'Hiou, ainsi que des élus, ont procédé à la mise en terre de rosiers, de fleurs et d'arbustes. Plus de 1.500 plants ont été mis en terre au cours de cette opération à laquelle ont aussi adhéré les agents de la Protection civile, des membres de la société civile et des personnalités. Déjà plusieurs jours auparavant, des palmiers ont été plantés le long de l'évitement de la ville, donnant à celui-ci une vision nouvelle faite de verdure et de couleurs chatoyantes. Il faut dire qu'outre ces palmiers, des fleurs diverses ont été plantées samedi dernier rendant l'environnement agréable et faisant oublier aux passants la laideur qui existait ici. Les abords de deux bibliothèques, la cité AADL et d'autres sites ont fait l'objet de mise en terre d'arbustes et de rosiers, ce qui va changer le visage de ces endroits, les rendant agréables à regarder et repoussant la saleté loin d'eux. La même opération est menée à travers toutes les communes de la wilaya, ce qui a nécessité le concours de 500 agents de diverses institutions, dont l'ANP, la police, la Protection civile et la Gendarmerie nationale en plus de citoyens volontaires et de membres de la société ville.

N.Malik

Réconciliation

L'Arabie saoudite à la rescousse du régime des Mollahs

Les deux pays ennemis réactionnaires islamistes, l'Arabie saoudite et l'Iran, viennent de sceller leur réconciliation. À la vérité, contrairement à l'interprétation énoncée par l'ensemble des médias, cette réconciliation ne revêt aucune dimension diplomatique, autrement dit elle ne répond pas à des intérêts d'ordre international. Mais à des préoccupations d'ordre intérieur national.



De défense de l'ordre établi. Cette réconciliation, aussi soudaine qu'inattendue, a pour dessein de circonscrire la propagation de l'incendiaire contestation insurrectionnelle iranienne, de neutraliser l'explosion d'une révolution sociale en Iran. Certes actuellement momentanément assoupies du fait de la brutale répression des autorités contre les manifestants (500 iraniens tués, 14 000 arrestations, 55 exécutions), et du rude climat hivernal. Quoi qu'il en soit, le mécontentement de la population envers la République islamique et les raisons de la révolte sont toujours bien prégnants dans le pays.

Pour autant, avec l'arrivée du printemps, le régime des Mollahs s'attend, du fait de l'aggravation de la crise économique, de la perte de valeur sans précédent de la monnaie nationale et de la flambée de l'inflation (supérieure à 50%), au resurgissement de la contestation sociale. À des manifestations massives qui ne manqueront pas de prendre une tournure politique et anti-régime. En d'autres termes, de réactiver le processus révolutionnaire impulsée au lendemain de la mort de Mahsa Amini, décédée quelques jours après avoir été arrêtée par la police des mœurs pour un voile mal ajusté.

L'Arabie saoudite redoute par-dessus tout une révolution dans sa région. Aussi, elle est disposée à sacrifier, provisoirement, ses intérêts internationaux en s'alliant avec le régime des Mollahs, pour éviter la poursuite des contestations politiques et sociales en Iran.

Le rétablissement de leurs relations diplomatiques, acté sous l'égide de la Chine, pays également en proie à l'agitation sociale, ne constitue nullement l'amorce d'un tournant géopolitique. Mais le prélude à une coopération sécuritaire établie entre les deux régimes menacés d'implosion. En particulier l'Iran, en proie à une grave récession économique et à une crise de légitimité institutionnelle.

À preuve, les deux pays se sont engagés, prioritairement, à ne pas interférer dans leurs affaires internes. En d'autres termes à cesser leurs respectives menées subversives réciproques. Quoique les deux régimes ennemis soient acculés à devoir, à terme, cesser d'alimenter les guerres dans leur sphère d'influence, pour le moment il n'est nullement question de cessation des hostilités idéologiques et conflits armés commandités par les deux régimes, notamment au Yémen, en Syrie et en Irak. La priorité est à l'extinction de l'incendie protestataire allumé en Iran, à l'endiguement de la guerre sociale déclenchée par le prolétariat iranien contre le régime des Mollahs. Y compris au prix d'un soutien logistique de sécurité intérieur accordé par le prince héritier saoudien Mohamed Ben Salman (MBS) à ses nouveaux alliés, les Mollahs, dans le cadre des opérations de maintien de l'ordre appelées à se renforcer et se durcir durablement.

D'aucuns affirment que l'Arabie saoudite permet à l'Iran de sortir de son isolement sur la scène moyen-orientale. Cette réconciliation va plutôt permettre au régime islamiste des Mollahs de s'extraire de son encerclement intérieur déclenché par une population insurgée, de desserrer l'étau de son assiégement mené par des protestataires subversifs. L'heure est à la coopération et coordination policière des deux régimes islamistes. Non à la sécurisation de la région. De la cessation des conflits au Yémen, en Syrie, en Irak. Les deux régimes théocratiques n'œuvrent pas à l'instauration de la paix régionale mais à la restauration de la paix sociale, c'est-à-dire au maintien de l'ordre établi dans leurs pays respectifs, en particulier en Iran, depuis plusieurs mois en proie à des contestations sociales insurrectionnelles. À preuve, l'accord de coopération et de sécurité Iran-Arabie saoudite de 2001 est réactivé. Il établissait la coopération entre les deux pays sur des sujets relatifs à la lutte contre le terrorisme ou la criminalité. Quand on sait que, dans ces deux régimes théocratiques dictatoriaux, toute activité politique est assimilée à du terrorisme ou de la criminalité, on comprend mieux à quelles fins répond la réactivation de cet accord sécuritaire. Et donc le rétablissement des relations diplomatiques entre ces États islamistes. De même, le rétablissement des relations diplomatiques entre ces deux nains économiques ne préfigure pas l'instauration d'un nouvel ordre mondial ou bouleversement géopolitique, comme le laisse entendre nombre d'analystes. Loin s'en faut. Pareillement, ce réchauffement diplomatique calculé ne freinera pas le processus de normalisation des pays arabes avec l'entité sioniste. Ni la poursuite de la guerre généralisée en cours.

Contrairement à ce qu'affirment tous les commentateurs officiels, l'heure n'est pas à la refondation d'un nouveau monde, à la naissance d'un nouvel ordre mondial matérialisé par un système multipolaire fondé prétendument sur le cadavre de l'hégémonie de l'Empire américain (qui, quoi qu'on en dise, demeure dominant, et pour longtemps encore. D'aucuns ont déjà naïvement enterré les États-Unis, anéantis, selon ces idéalistes, par l'armée de va-nu-pieds de Poutine, celui-ci étant par ailleurs hissé comme leur nouvel héros), mais à la décomposition du monde capitaliste, à la fuite en avant dans les guerres totales impérialistes. Aucun pays (ou puissance) n'est porteur d'un projet économique et social salvateur, d'un idéal politique émancipateur. Tous les pays sont enlisés dans une crise économique et institutionnelle systémique mortelle. Notamment l'Iran et l'Arabie saoudite qui, par le rétablissement de leurs relations diplomatiques, croient pouvoir sauver leur régime théocratique condamné, au vrai, par l'Histoire.

Khider Mesloub

L'Arabie saoudite redoute par-dessus tout une révolution dans sa région. Aussi, elle est disposée à sacrifier, provisoirement, ses intérêts internationaux en s'alliant avec le régime des Mollahs, pour éviter la poursuite des contestations politiques et sociales en Iran. Le rétablissement de leurs relations diplomatiques, acté sous l'égide de la Chine, pays également en proie à l'agitation sociale, ne constitue nullement l'amorce d'un tournant géopolitique. Mais le prélude à une coopération sécuritaire établie entre les deux régimes menacés d'implosion. En particulier l'Iran, en proie à une grave récession économique et à une crise de légitimité institutionnelle.

Éliminatoires de la CAN-2023

L'EN en pleine mutation en prévision de la double confrontation contre le Niger

→Après une année 2022 marquée par de grosses désillusions avec une élimination au premier tour de la CAN au Cameroun, et une autre en barrages du Mondial-2022, l'équipe nationale de football a entamé ce lundi un stage avec un nouvel état d'esprit en vue de la double confrontation face au Niger, les 23 et 27 mars, comptant pour les 3e et 4e journées (Gr. F) des qualifications de la CAN-2023 (reportée à 2024).

Mahrez devra encadrer les nouveaux venus. (Photo › D. R.)

Comme il fallait s'y attendre, le sélectionneur national Djamel Belmadi a exécuté son plan de reconstruction en faisant appel à six nouveaux joueurs pour la première fois depuis son arrivée en août 2018 en remplacement de Rabah Madjer. Il est vrai que les deux échecs concédés l'année dernière ont poussé Belmadi à rebâtir une équipe en proie au doute. La nécessité d'insuffler un nouveau sang est devenue alors importante, sinon vitale pour relancer la sélection algérienne et la positionner sur une nouvelle orbite face aux échéances internationales qui l'attendent.

Ainsi, les Kévin Gitoun (SC Bastia), Zinédine Belaïd (USM Alger), Jaouen Hadjam (FC Nantes), Ryan Aït-Nouri (Wolverhampton), Farès Chaïbi (Toulouse FC) et Badreddine Bouanani (OGC Nice) vont fouler pour la première fois le terrain du Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, avec l'objectif de décrocher une place de titulaires et bousculer «pourquoi pas ?» la hiérarchie.

En revanche, la convocation de ces jeunes capés a contraint le coach national à se passer du service de plusieurs joueurs-cadres, à l'image du gardien de but Raïs M'bolhi, Hocine Benayada, ou encore Saïd Benrahma.

«Je ne peux pas dire si ces nouveaux joueurs vont réussir ou non, je ne suis pas dans l'art de la divination. Il y a eu une première étape qui consistait à faire venir ces éléments. Ils ont accepté et ça me touche. La seconde étape est de savoir comment chacun va évoluer. J'espère que tout le monde sera un joueur important pour l'équipe nationale. Je n'ai aucune certitude», a indiqué le coach national lors de la conférence de presse tenue dimanche à Sidi Moussa.

Belmadi a entamé son processus de reconstruction, sans pour autant remettre en question le travail accompli auparavant qui avait permis aux «Verts» de remporter la CAN-2019 en Egypte.

Mais l'objectif dans l'immédiat est de sceller la qualification pour la CAN-2023, dont la phase finale aura lieu en Côte d'Ivoire, et cela passe fatalement par deux victoires : jeudi au stade Nelson-Mandela de Baraki (22h) et lundi prochain au stade Hamadi-Agrebi de Radès à Tunis (17h). Le stade du Général Seyni-Kountché de Niamey n'étant pas homologué par la Confédération africaine de football (CAF).

Vainqueur en juin 2022 de ses deux premiers matches, à domicile face à l'Ouganda (2-0) et en déplacement devant la Tanzanie (2-0), l'Algérie est leader du groupe F avec 6 points, devant le Niger (2 points), alors que la Tanzanie et l'Ouganda suivent derrière avec un point chacun.

R. S.

EN DEUX MOTS

Open Africain d'Alger : l'Algérie sacrée avec 25 médailles dont 6 en or

La sélection algérienne de judo (messieurs et dames) a remporté l'Open africain d'Alger-2023, en s'adjugeant un total de 25 médailles (6 or, 6 argent et 13 en bronze), à l'issue de la deuxième et dernière journée disputée dimanche soir à la Coupole du Complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger.

Après une première journée déjà prolifique, avec une moisson de 13 médailles (5 en or, 2 en argent et 6 bronze), la sélection algérienne a ajouté à son escarcelle douze (12) autres médailles (1 or, 4 argent et 7 en bronze), lors de la dernière journée de l'Open.

La médaille d'or a été l'oeuvre de Mohamed-Sofiane Belkraa (+100 kg), alors que les quatre médailles d'argent ont été décrochées par Louisa Ichaalal (-78 kg), Achour Deni (-81 kg), Souad Belakhel (-70 kg) et Sonia Aslah (+78 kg).

Les sept médailles de bronze ont été décrochées par Abdallah Fella (-100 kg), Réda Lamri (-100 kg), Mohamed El Mahdi Leili (+100 kg), Samir Mola (+100 kg) et Karima Kachout (-78 kg), Ahmed Rebahi (-81 kg), Djamel Eddine Souilah (-81 kg).

Algérie-Niger

Baghdad Bounedjah rappelé pour remplacer Islam Slimani, blessé

→Le sélectionneur national Djamel Belmadi a convoqué l'attaquant du club qatari d'Al Sadd Baghdad Bounedjah pour remplacer son coéquipier Islam Slimani (Anderlecht) blessé, en vue de la double confrontation contre le Niger prévue les 23 et 27 mars prochains pour le compte des 3e et 4e journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des Nations CAN-2023, a annoncé lundi la Fédération algérienne de football.

«Suite à la blessure contractée hier par Islam Slimani lors du match du Championnat belge OH Louvain - RSC Anderlecht, le sélectionneur national Djamel Belmadi a convoqué Baghdad Bounedjah, le sociétaire d'Al-Sad SC», indique la FAF dans un communiqué publié sur son site officiel.

Auteur de 7 buts depuis son arrivée à Anderlecht lors du dernier jour du mercato, le meilleur buteur encore en activité des Verts manquera donc l'occasion d'améliorer son record personnel (41 buts) sous les couleurs nationales.

En revanche, Bounedjah, qui n'a plus été convoqué en sélection nationale depuis la Coupe d'Afrique des Nations 2022 au Cameroun, aura l'opportunité de confirmer sa forme actuelle et surtout son efficacité avec Al Sadd (14 buts et 5 passes décisives en 19 rencontres toutes compétitions confondues).

L'Algérie accueillera le Niger le 23 mars au stade Nelson-Mandela de Baraki (22h). Cette rencontre sera officiée par un quatuor soudanais sous la conduite de Mahmood Ali Mahmood Ismail, et composé de Mohammed Abdallah Ibrahim (1er assistant), Omer Hamid Mohamed Ahmed (2e assistant), alors que le quatrième arbitre est Elsiddig Mohamed El Treefe. Le Niger, dont le stade 'Général Seyni-Kountché de Niamey n'a pas été homologué par la Confédération africaine de football (CAF), a choisi le stade Hamadi-Agrebi de Radès à Tunis pour recevoir l'équipe nationale le 27 mars (17h).

Vainqueur en juin 2022 de ses deux premiers matchs à domicile face à l'Ouganda (2-0) et en déplacement devant la Tanzanie (2-0), l'Algérie est leader du groupe F avec 6 points devant le Niger (2 points), alors que la Tanzanie et l'Ouganda suivent derrière avec un point.

Sélection des U23

26 joueurs retenus pour le match contre le Ghana

→Vingt six joueurs ont été retenus par le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 23 ans, Noureddine Ould Ali, en vue du match aller face au Ghana, prévu le 24 mars au stade du 19-Mai-1956 d'Annaba (22h) pour le compte du 3e et dernier tour qualificatif de la Coupe d'Afrique des nations 2023 de la catégorie, a indiqué la Fédération algérienne lundi sur son site officiel.

La sélection algérienne des U23 a entamé dimanche son stage de préparation sur le terrain annexe du stade du 19-Mai-1956 d'Annaba, en vue de la double confrontation face au Ghana, avec deux séances quotidiennes, la première au matin dédiée au travail physique et musculaire et la seconde en fin d'après midi, consacrée au volet technico-tactique. La RD Congo qui a éliminé l'Ethiopie au 1er tour puis l'Algérie au 2e tour, a été disqualifiée après avoir commis une infraction qui remonte aux éliminatoires de la CAN-2019, disputée en Egypte et remportée par le pays hôte. En effet, la RDC avait aligné Arsène Zola, un joueur dont la date de naissance était falsifiée (1996 et non 1997) et qui ne pouvait en réalité être convoqué pour disputer les rencontres, la RD Congo ayant été exclue des éliminatoires par la CAF, malgré sa qualification au prochain tour.

La seconde manche se jouera le mardi 28 mars à Kumasi. La CAN-U23 se jouera du 2 au 26 novembre 2023. Les trois premiers du rendez-vous continental représenteront l'Afrique aux Jeux olympiques JO-2024 à Paris (26 juillet - 11 août).

Liste des 26 joueurs :

Gardiens : Boulhendi Teddy (OGC Nice), Redouane Maâchou (CRB), Ouennas Nabil Akram (AS Saint Etienne)

Défenseurs : Azzi Mohamed (CRB), Dorval Mehdi Emile (Bari FC/Italie), Bekkouche Chemseddine (Levente UD/Espagne), Dris Abdelhamid (NC Magra), Cherifi Toufik (Club Africain/Tunisie), Benchaa Reda Mohamed-Amine (Dijon FC/France), Abdessamed Bounacer (USMA), Berkani Stan (Clermont Foot 63/France), Mohamed Telili(O Médéa), Bounaas Idris (O Lyon/FRance) Abdallah Bendouma (PAC), Yacine Titraoui (PAC), Mohamed Islam Belkheir (CRB), Koceila Boualia (JSK), Akram Bouras (CRB), Boualem Sryer (ASO), Puch-Herrantz Mehdi Guilermom (AC Ajaccio/France), Neghli Camiel (Graafshaft/Pays-Bas), Belloumi Mohamed El Bachir (Farense FC/Portugal)

Attaquants : Boutoutaou Aymen-Abdelkrim (Valenciennes FC/France), Ait El Hadj Mohamed (USM Alger), Bakrar Mounsef (Istra 1961/Croatie), Rahou Jores (O Marseille/France)■

LA NR LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA.
Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar,
Place du 1er-Mai - Alger.
Tél. : 021 67.10.44/67.10.46
Fax : 021 67.10.75.
Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1 . 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.
Membres fondateurs :
Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**.
Rédacteur en chef :
Radia Zerrouki
Composition **PAO** ***La Nouvelle République*** Impression Alger : **SIMPRAL**.
Tirage : **2500** exemplaires
16 - Pages
Oran : **SIO**. Constantine : **SIE**.
Diffusion centre : **SEDICOM**.
Ouest : **SPDO**. Est : ***El Khabar***. Sud : **Trag diffusion** Publicité : *La Nouvelle République*, Maison de la Presse. Tél. : 021 67.10.72. Fax : 021 67.10.75. E-mail : lnr98redaction@yahoo.fr/E-mail pub : lnr98publicite@yahoo.fr - ANEP Spa : 1, avenue Pasteur, Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021 73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021 73.99.19.
Conception : **Studio Baylaucq**, Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40
Les manuscrits, photographies ou tout autre document adressés à la rédaction ne peuvent faire l'objet d'une quelconque réclamation.

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

en direct
Sélection des U23
26 joueurs retenus pour le match contre le Ghana

le match à suivre
CAN-2023
L'EN en pleine mutation en prévision de la double confrontation contre le Niger

football
Algérie-Niger
Baghdad Bounedjah rappelé pour remplacer Islam Slimani, blessé

Les grandes lignes de la Conférence de presse de Djamel Belmadi

L'Équipe nationale, demain jeudi sur le terrain face au Niger

➔ Ça s'explique comment ? À deux pas d'un important virage, comptant pour les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations, des binationaux continuent d'exhiber leur passeport pour prendre le vol à destination de l'Algérie.

Belmadi et le boss de la FAF lors de la causerie avec les joueurs. (Photo › D. R.)

Ils sont chez eux en Algérie

Ce qui est par contre difficile à expliquer, ce sont ces quelques consultants qui ne croient pas trop à cet amour que manifestent ces jeunes footballeurs évoluant dans des clubs européens à se bousculer au portillon pour endosser le maillot des Verts. Et pourtant, ils arrivent de leur propre gré, avant même qu'ils soient convaincus par le discours du sélectionneur Djamel Belmadi. Ils sont aujourd'hui chez eux, en Algérie. Joueront-ils ou pas face aux Niger, demain jeudi au stade Nelson-Mandela ? La réponse revient au sélectionneur de l'équipe nationale.

Des attaques qui ne peuvent pas déstabiliser l'EN

Lors de sa Conférence de presse, Djamel Belmadi a montré du doigt ceux qui continuent de tenir des discours qui ne vont pas dans le sens que nous souhaitons tous. Ce sont des débats qui ne sont pas faits pour soutenir l'équipe nationale. Pour lui, la continuité, ce n'est pas seulement les revenants, mais aussi et surtout les arrivants, qui ont pour mission de prendre le flambeau, tout en étant encadrés pour un rajeunissement de l'équipe. Il fustige ceux qui ne cessent de remuer le couteau dans la plaie, pour revenir sur la dernière défaite contre le Cameroun, et surtout tenter de déstabiliser le groupe par les mêmes discours. Tout cela se passe sur des plateaux de télés de certaines chaînes privées… Le désordre est flagrant, c'est le même comportement, les mêmes attaques, les mêmes critiques qui reviennent… «Je vous rassure que ces comportements ne peuvent fléchir l'EN… On aurait pu s'en passer. Rien ne me fera perdre ma tranquillité et ma sérénité. Je sais que les choses extérieures existent. Ça ne m'intéresse pas du tout. L'objectif, c'est la compétition et les titres».

«Mon envie et ma détermination sont intactes»

Sur les moments difficiles, en l'occurrence ceux de l'élimination de la dernière Coupe du monde, le sélectionneur est pourtant certain que tous les joueurs étaient investis dans cette mission. «Je suis certain que l'ensemble des joueurs ont donné 100/100 de ce qu'ils pouvaient donner à ce moment-là». Le sélectionneur souhaite désormais tourner cette page pour aller de l'avant et se préparer au mieux pour la prochaine CAN et pour les autres compétitions à venir. «Ce qui m'importe le plus aujourd'hui, c'est de gagner des titres».

En réponse à une question d'un confrère, il répondra «je veux continuer parce que mon envie et ma détermination sont intactes, parce que je connais bien ce groupe et que je suis convaincu qu'il peut faire de belles choses. Je dis depuis le départ que j'ai fait le choix de la jeunesse». Sur les cinq nouveaux, il est évident qu'ils seront plus forts dans deux ou quatre ans. Ce jeudi ils seront sur la liste pour affronter le Niger demain jeudi 23 à Baraki et le lundi 27 mars à Tunis dans les éliminatoires de la CAN-2023 : Rayan Aït-Nouri (Wolverhampton), Jaouen Hadjam (Nantes), Kevin Van Den Kerkhof Guitoun (Bastia), Farès Chaïbi (Toulouse) et Badredine Bouanani (Nice). Présent ce dimanche devant la presse, l'homme fort des Fennecs a tenu à encenser en particulier un de ces joueurs, qui a réalisé un choix très fort.

Ça dépasse tout, ça n'est jamais arrivé

Pour illustrer ses acquis qui vont dans le sens du rajeunissement de l'équipe nationale dont il est le principal acteur, il dira «il y a un joueur parmi ces jeunes qui a reçu deux convocations en même temps, des U20 et U23 de la France, mais lui a choisi l'Algérie. J'en suis témoin, ça dépasse tout, ça n'est jamais arrivé. (…) Il mérite clairement notre respect».

Si Belmadi n'a nommé personne, il est acquis que le joueur en question est Jaouen Hadjam «révélé ces dernières semaines avec le FC Nantes, l'ancien talent du Paris FC évoluait jusqu'à présent en équipe de France U20, avec qui il avait la perspective de disputer la Coupe du monde de la catégorie en mai. Le Canari avait même la possibilité d'être surclassé avec les Espoirs tricolores, avec l'Euro l'été prochain en ligne de mire». Mais il a refusé après avoir donné sa parole aux Fennecs forçant l'admiration du technicien.

Ils ont une vraie éducation algérienne

Chaibi et Bouanani le Nantais a donc dit oui à l'Algérie très jeune. Une nouvelle tendance expliquée par Belmadi «quand nous gagnons la CAN (en 2019, ndlr), ces jeunes avaient 15-16 ans», a mis en avant le technicien. «Pour avoir discuté avec ces jeunes, leur sentiment par rapport à l'Algérie, ils sont très impliqués, ils ont eu une vraie éducation algérienne, un vrai amour de l'Algérie». De quoi promettre un futur glorieux aux Fennecs ? «Il y a d'abord Farès Chaïbi (20 ans). Révélé cette saison avec Toulouse (6 buts et 6 passes décisives en 28 matches toutes compétitions confondues), le milieu offensif a annoncé son choix ce mardi sur son compte Instagram».

Quelques impressions de joueurs

«Je tiens également à remercier la Fédération française de football pour l'intérêt qu'ils m'ont porté. Mais ce choix vient tout droit du cœur. Hâte de porter ce maillot», a écrit le Pitchoun, dont les qualités techniques raviront les supporters algériens.

«Ce devrait aussi être le cas de Jaouen Hadjam ! Arrivé au FC Nantes cet hiver en provenance de la Ligue 2 et du Paris FC, le latéral gauche de 19 ans a changé de dimension et dû faire un choix». D'après RMC Sport, le natif de Paris était sollicité à la fois par l'équipe de France Espoirs (il a représenté les Bleuets jusqu'en U20) et l'Algérie, et le Canari a tranché en faveur des Fennecs. Il aura une carte à jouer dans le couloir gauche en tant que doublure de Ramy Bensebaini et en concurrence avec Rayan Aït-Nouri (Wolverhampton), qui devrait lui aussi découvrir la sélection sur ce rassemblement. Demain, c'est une journée qui sera exceptionnelle, non seulement pour les joueurs et leur sélectionneur, mais aussi pour toute la nation algérienne.

H. Hichem

- BeIN Sports 1 : Lazio Rome - AS Roma à 20h
- BeIN Sports 2 : Manchester City - Burnley à 20h